

**Arrêté du 26 avril 2017 fixant les modalités d'attribution et les montants de la troisième part, liée à la détention de la licence européenne de contrôle, versée aux ingénieurs du contrôle de la navigation aérienne et aux techniciens supérieurs des études et de l'exploitation de l'aviation civile, en application de l'article 13 du décret n° 2016-1869 du 26 décembre 2016 fixant le régime indemnitaire applicable aux corps techniques de la direction générale de l'aviation civile**

NOR : DEVA1707758A

JORF du 30 avril 2017

**Version en vigueur à compter du 01 janvier 2024**

*Modifié par l'Arrêté du 15 octobre 2018 (JORF du 18 octobre 2018)*

*Modifié par l'Arrêté du 25 novembre 2019 (JORF du 7 décembre 2019)*

*Modifié par l'Arrêté du 26 décembre 2022 (JORF du 31 décembre 2022)*

*Modifié par l'arrêté du 26 décembre 2023 (JORF du 31 décembre 2023)*

La ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat, le ministre de l'économie et des finances et la ministre de la fonction publique,

Vu la loi n° 89-1007 du 31 décembre 1989 modifiée relative au corps des ingénieurs du contrôle de la navigation aérienne ;

Vu le décret n° 90-998 du 8 novembre 1990 modifié portant statut du corps des ingénieurs du contrôle de la navigation aérienne ;

Vu le décret n° 93-622 du 27 mars 1993 modifié relatif au statut particulier du corps des techniciens supérieurs des études et de l'exploitation de l'aviation civile ;

Vu le décret n° 2016-1869 du 26 décembre 2016 fixant le régime indemnitaire applicable aux corps techniques de la direction générale de l'aviation civile ;

<sup>1</sup>  
Vu l'arrêté du 2 février 2010 fixant le classement en groupe des organismes de contrôle de la circulation aérienne,

Arrêtent :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Modifié par l'Arrêté du 25 novembre 2019 (JORF du 7 décembre 2019) – art. 1<sup>er</sup>*

Pour l'attribution de l'indemnité spéciale de qualification de la troisième part, prévue à l'article 10 du décret du 26 décembre 2016 :

1° Les ingénieurs du contrôle de la navigation aérienne sont classés selon les niveaux suivants :

- au niveau 1 : personnels suivant un plan de formation en unité sur les aéroports de Paris ~~— Charles-de-Gaulle et de Paris — Orly ou dans un CRNA~~, et détenant ~~ou ayant détenu la et exerçant une~~ mention d'unité ~~intermédiaire~~ LOC ~~inscrites ou~~ Contrôle Régional inscrite au programme de compétence d'unité de ~~l'aéroport de Paris - Charles-de-Gaulle ou de Paris - Orly ;~~ l'organisme concerné ;

- au niveau 2 : personnels détenant et exerçant une ~~licence de contrôleur de la circulation aérienne avec l'ensemble des mentions~~ mention d'unité totale, restreinte ou partielle d'un organisme classé dans ~~le groupe G~~ la liste 11 et, dans la limite de vingt-quatre mois, les ingénieurs du contrôle de la navigation aérienne stagiaires recrutés en application de l'article 12-1 du décret du 8 novembre 1990 susvisé affectés ou pré-affectés dans un organisme de liste 11 ;

- au niveau 3 : personnels détenant et exerçant une ~~licence de contrôleur de la circulation aérienne avec l'ensemble des mentions~~ mention d'unité d'un organisme classé dans ~~le groupe F ;~~ totale, restreinte ou partielle d'un organisme classé dans la liste 9 et 10 et, dans la limite de vingt-quatre mois, les ingénieurs du contrôle de la navigation aérienne stagiaires recrutés en application de l'article 12-1 du décret du 8 novembre 1990 susvisé affectés ou pré-affectés dans un organisme de liste 9 et 10 ;

- au niveau 4 : premiers contrôleurs détenant et exerçant une ~~licence de contrôleur de la circulation aérienne avec l'ensemble des mentions~~ mention d'unité totale, restreinte ou partielle d'un organisme classé dans ~~le groupe D~~ la liste 7 ou ~~E~~ 8 et les ingénieurs du contrôle de la navigation aérienne, titularisés dans ce corps, en fonction ~~dans les services de la navigation aérienne, région parisienne,~~ sur l'aéroport de Paris - Charles-de-Gaulle, ~~ou de Paris-Orly~~ suivant un plan de formation en unité, et détenant ~~ou ayant détenu la et exerçant une~~ mention d'unité LOC ou Approche inscrite au programme de compétence d'unité de ~~l'aéroport de Paris - Charles et, dans la limite de~~ Gaulle ou de Paris - Orly ; vingt-quatre mois, les ingénieurs du contrôle de la navigation aérienne stagiaires recrutés en application de l'article 12-1 du décret du 8 novembre 1990 susvisé affectés ou pré-affectés dans un organisme de la liste 7 ou 8 ;

- au niveau 5 : premiers contrôleurs détenant et exerçant une ~~licence de contrôleur de la circulation aérienne avec l'ensemble des mentions~~ d'unité d'un organisme classé dans ~~le groupe A, B ou C ;~~ mention d'unité totale, restreinte ou partielle d'un organisme classé dans une liste 1 à 6 et, dans la limite de trente mois les ingénieurs du contrôle de la navigation aérienne stagiaires recrutés en application de l'article 12-1 du décret du 8 novembre 1990 susvisé affectés ou pré-affectés dans un organisme de groupe 1 à 6 ;

2° Les techniciens supérieurs des études et de l'exploitation de l'aviation civile sont classés selon les niveaux suivants :

- au niveau 1 : personnels détenant et exerçant une ~~licence de contrôleur de la circulation aérienne avec l'ensemble des mentions~~ mention d'unité totale, restreinte ou partielle d'un organisme classé dans ~~le groupe G~~ la liste 11 ;

- au niveau 2 : personnels détenant et exerçant une ~~licence de contrôleur de la circulation aérienne avec l'ensemble des mentions~~ mention d'unité totale, restreinte ou partielle d'un organisme classé dans ~~le groupe F~~ une liste 10 ;

- au niveau 3 : personnels détenant et exerçant une mention d'unité totale, restreinte ou partielle d'un organisme classé dans une liste 9.

## Article 2

Modifié par l'Arrêté du 25 novembre 2019 (JORF du 7 décembre 2019) – art. 2

Les montants mensuels de l'indemnité spéciale de qualification de la troisième part, visée à l'article 10 du décret du 26 décembre 2016 susvisé, sont fixés ainsi qu'il suit :

1° Pour les ingénieurs du contrôle de la navigation aérienne :

NIVEAUX	MONTANT (en euros) au 1er janvier 2023	MONTANT (en euros) au 1er janvier 2024	<u>MONTANT</u> (en euros) au 1er juillet 2024
1	896,19	932,04	<u>932,04</u>
2	1171,89	1 258,42	<u>1 408,42</u>
3	1282,18	1 376,85	<u>1526,85</u>
4	1061,61	1077,53	<u>1 277,53</u>
5	<del>1227</del> <u>1 227</u> ,03	<del>1276</del> <u>1 276</u> ,11	<u>1 476,11</u>

Cellules insérées

2° Pour les techniciens supérieurs des études et de l'exploitation de l'aviation civile :

NIVEAUX	MONTANT (en euros) au 1er janvier 2023	MONTANT (en euros) au 1er janvier 2024	<u>MONTANT</u> (en euros) au 1 <sup>er</sup> juillet 2024
1	1171,89	1 258,42	<u>1 408,42</u>
2	1282,18	1 376,85	<u>1 526,85</u>
<u>3</u>	<u>néant</u>	<u>néant</u>	<u>1 626,85</u>

Cellules insérées

### Article 3

Modifié par l'Arrêté du 25 novembre 2019 (JORF du 7 décembre 2019) – art. 3

Pour l'attribution ~~du complément de l'indemnité spéciale de qualification~~ de la troisième part, prévu à l'article 11 du décret 26 décembre 2016 susvisé, les ingénieurs du contrôle de la navigation aérienne sont classés dans les niveaux suivants :

- au niveau 1 : premiers contrôleurs détenant et exerçant une ~~licence européenne de contrôle avec l'ensemble des mentions d'unités~~ mention d'unité totale, restreinte ou partielle d'un organisme classé dans ~~le groupe E~~ la liste 8 ;
- au niveau 2 : premiers contrôleurs détenant et exerçant une ~~licence européenne de contrôle avec l'ensemble des mentions d'unités~~ mention d'unité totale, restreinte ou partielle d'un organisme classé dans ~~le groupe D~~ la liste 7 ;
- au niveau 3 : premiers contrôleurs détenant et exerçant une ~~licence européenne de contrôle avec l'ensemble des mentions d'unités~~ mention d'unité totale, restreinte ou partielle d'un organisme classé dans ~~le groupe C~~ la liste 5 ou 6 ;
- au niveau 4 : premiers contrôleurs détenant et exerçant une ~~licence européenne de contrôle avec l'ensemble des mentions d'unités~~ mention d'unité totale, restreinte ou partielle d'un organisme classé dans ~~le groupe B~~ la liste 4 ;
- au niveau 5 : premiers contrôleurs détenant et exerçant une ~~licence européenne de contrôle avec l'ensemble des mentions d'unités~~ mention d'unité totale, restreinte ou partielle d'un organisme classé dans ~~le groupe A, niveau 1~~ les listes 3 ;
- au niveau 6 : premiers contrôleurs détenant et exerçant une ~~licence européenne de contrôle avec l'ensemble des mentions d'unités~~ mention d'unité totale, restreinte ou partielle d'un organisme classé dans ~~le groupe A, niveau 1~~ les listes 2 ;
- au niveau 7 : premiers contrôleurs détenant et exerçant une ~~licence européenne de contrôle avec l'ensemble des mentions d'unités~~ mention d'unité totale, restreinte ou partielle d'un organisme classé dans ~~le groupe A, niveau 3~~ les listes 1 ;
- ~~au niveau 8 : premiers contrôleurs détenant et exerçant une licence européenne de contrôle avec l'ensemble des mentions d'unités d'un organisme classé dans le groupe A, niveau 4 ;~~
- ~~au niveau 9 : premiers contrôleurs détenant et exerçant une licence européenne de contrôle avec l'ensemble des mentions d'unités d'un organisme classé dans le groupe A, niveau 5 ;~~
- ~~au niveau 10 : premiers contrôleurs détenant et exerçant une licence européenne de contrôle avec l'ensemble des mentions d'unités d'un organisme classé dans le groupe A, niveau 6.~~

### Article 4

Modifié par l'Arrêté du 15 octobre 2018 (JORF du 18 octobre 2018) – article 1<sup>er</sup>  
Modifié par l'Arrêté du 25 novembre 2019 (JORF du 7 décembre 2019) – art. 4

Les montants mensuels du complément de l'indemnité spéciale de qualification de la troisième part, visée à l'article 11 du décret du 26 décembre 2016 susvisé, sont fixés ainsi qu'il suit :

Niveaux	Montant (en euros) au 1 <sup>er</sup> janvier 2023	Montant (en euros) au 1 <sup>er</sup> janvier 2024
1	875,41	979,36
2	941,37	1 051,15
3	1320,14	1 436,88
4	1 380,39	1 502,45
5	1 809,12	1 969,09
6	1 871,98	2 037,51
<del>7</del>	<del>1 963,46</del>	<del>2 137,08</del>
<del>8</del>	<del>2 026,32</del>	<del>2 205,50</del>
<del>9</del>	<del>2 060,63</del>	<del>2 242,84</del>
<del>10</del>	2 096,40	2 281,78

Nota : Les dispositions de l'article 4 issues de la modification par l'arrêté du 25 novembre 2019 entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2019.

#### Article ~~54~~-1

~~Pour~~Pour l'attribution de la majoration complémentaire de l'indemnité spéciale de

qualification de la troisième part, prévue à l'article 11-1 du décret 26 décembre 2016 susvisé, les ingénieurs du contrôle de la navigation aérienne affectés sur un poste d'instructeurs de la circulation aérienne à l'Ecole nationale et techniciens supérieurs des études et de l'exploitation de l'aviation civile, d'expert opérationnel ou d'assistant de subdivision, le nombre des mentions sont classés dans les niveaux suivants :

- au niveau 1 : personnels détenant et exerçant une mention d'unité totale, restreinte ou partielle d'un organisme classé dans les listes 9 à détenir au titre des articles 1<sup>er</sup> et 3 ci-dessus, peut être limité conformément 11 :

- au programme de compétence niveau 2 : personnels détenant et exerçant une mention d'unité de leur totale, restreinte ou partielle d'un organisme de rattachement classé dans les listes 4 à 8 :

- au niveau 3 : personnels détenant et exerçant une mention d'unité totale, restreinte ou partielle d'un organisme classé dans les listes 2 à 3 :

- au niveau 4 : personnels détenant et exerçant une mention d'unité totale, restreinte ou partielle d'un organisme classé dans la liste 1.

#### Article 4-2

Les montants mensuels de la majoration complémentaire de l'indemnité spéciale de qualification visée à l'article 11-.1 du décret du 26 décembre 2016 susvisé, sont fixés ainsi qu'il suit :

<u>- Niveaux</u>	<u>- Montant (en euros)  au 1<sup>er</sup> juillet 2024</u>
<u>1</u>	<u>30</u>
<u>2</u>	<u>50</u>
<u>3</u>	<u>200</u>
<u>4</u>	<u>300</u>

## Article 6

Pour l'application de l'article 12 du décret du 26 décembre 2016 susvisé, les fonctions dont la tenue est nécessaire pour bénéficier de la troisième part, dans les organismes de la circulation aérienne classés dans les ~~groupes A, B ou C du décret du 17 juin 2008 susvisé, listes 1 à 6, dans~~ les services à compétence nationale, ~~dans~~ certains autres services de la direction générale de l'aviation civile et les établissements publics relevant du ministre chargé de l'aviation civile sont les suivantes :

- ~~directeur ; directeur adjoint ;~~
- ~~chef ~~ou~~de centre ; adjoint au chef de centre ;~~
- ~~chef d'organisme ; adjoint au chef d'organisme ;~~
- ~~chef de service ; adjoint au chef de service ;~~
- ~~inspecteur des études ;~~
- ~~chargé chef de projet ;~~
- ~~chargé d'affaires ;~~
- ~~département ; adjoint au chef de projetdép~~artement ;
- ~~chef de division ; adjoint au chef de division ;~~
- ~~chef de domaine ; adjoint au chef de domaine ;~~
- ~~chef de pôle ; adjoint au chef de pôle ;~~
- ~~chef de subdivision, ~~assistant de subdivision ou~~ ; chef de programme ; chef de projet ;~~
- ~~chef de division ;~~
- ~~chef de département et bureau ; adjoint au chef de département de l'Ecole nationale de l'aviation civilebureau ;~~
- ~~chef d'organisme ;~~
- ~~chef de mission ; adjoint au chef de mission ;~~
- ~~directeur de programme ;~~
- ~~délégué territorial ;~~
- ~~chef de participation civile ;~~
- ~~assistant de subdivision ; chargé de projet ; chargé d'affaire ; chargé de mission ;~~
- ~~responsable de système de management intégré ;~~
- ~~expert ; expert-confirmé ; expert-sénior ;~~
- ~~inspecteur des études ;~~
- ~~enquêteur ; directeur d'enquête ;~~
- ~~chef de pôle ou adjoint au la circulation aérienne ;~~
- ~~chef de pôle détachement civil de coordination.~~

## Article 7

Modifié par l'Arrêté du 25 novembre 2019 (JORF du 7 décembre 2019) – art. 5

Le ~~montant~~niveau de ~~la troisième part~~l'indemnité spéciale de qualification servi aux personnels remplissant les conditions prévues à l'article 12 du décret du 26 décembre 2016 susvisé est celui ~~correspondant aux dernières mentions d'unité détenues et exercées par l'agent. Le niveau de référence pour le calcul de l'indemnité spéciale de qualification de cet agent et du complément prévu à l'article 11 du décret du 26 décembre 2016 susvisé, sous réserve que l'agent ait bénéficié, à la date où il exerçait, de ce complément dans son organisme d'affectation, est celui~~ des personnels en fonction dans un organisme classé dans ~~la~~ même ~~groupeliste~~ que ~~celui auquel~~celle dans laquelle était classé l'organisme d'affectation de l'agent à la dernière date d'exercice ~~des mentions détenues d'une mention d'unité totale, restreinte ou partielle.~~

Le niveau du complément à l'indemnité spéciale de qualification prévu à l'article 11 du décret du 26 décembre 2016 susvisé, servi aux personnels remplissant les conditions prévues à l'article 12 du même décret est celui des personnels en fonction dans un organisme classé dans la même liste que celle dans laquelle était classé l'organisme d'affectation de l'agent à la dernière date d'exercice d'une mention d'unité totale, restreinte ou partielle, sous réserve que l'agent ait bénéficié, à cette date, de ce complément.

Le niveau de la majoration complémentaire de l'indemnité spéciale de qualification prévu à l'article 11-1 du décret du 26 décembre 2016 susvisé, servi aux personnels remplissant les conditions prévues à l'article 12 du décret du 26 décembre 2016 susvisé est celui des personnels en fonction dans un organisme classé dans la même liste que celle dans laquelle était classé l'organisme d'affectation de l'agent à la dernière date d'exercice d'une mention d'unité totale, restreinte ou partielle, sous réserve que l'agent ait bénéficié, à cette date, de cette majoration.

### Article 7-1

Le montant de l'indemnité spéciale de qualification et, le cas échéant, ~~de son~~du complément ~~correspondant~~, servi aux personnels remplissant les conditions prévues à l'article 26 du décret du 26 décembre 2016 susvisé est celui correspondant au niveau le plus élevé atteint par l'agent au cours de la période de référence définie par ledit article 26.

Le montant de la majoration complémentaire de l'indemnité spéciale de qualification servi aux personnels remplissant les conditions prévues à l'article 26 du décret du 26 décembre 2016 susvisé est celui correspondant au montant de la dernière affectation.

## Article 8

Les arrêtés suivants sont abrogés :

-l'arrêté du 11 juillet 2000 fixant le montant et les modalités d'attribution de l'indemnité spéciale de coordination allouée à certains personnels techniques de l'aviation civile ;

-l'arrêté du 17 juin 2008 fixant le supplément d'indemnité spéciale de qualification en application du décret n° 2008-576 du 17 juin 2008 portant attribution d'un supplément d'indemnité spéciale de qualification à certains personnels techniques de l'aviation civile ;

-l'arrêté du 3 août 2010 fixant les modalités d'attribution de l'indemnité spéciale de



qualification prévue par le décret n° 2010-920 du 3 août 2010 fixant le régime particulier des primes allouées à certains personnels techniques de la navigation aérienne.

#### **Article 9**

Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur à compter du 1er juillet 2017.

#### **Article 10**

Le directeur général de l'aviation civile est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le 26 avril 2017.

La ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat,

Pour la ministre et par délégation :

La sous-directrice des personnels,

C. Tranchant

Le ministre de l'économie et des finances,

Pour le ministre et par délégation :

Par empêchement de la directrice du budget :

Le sous-directeur,

D. Charissoux

La ministre de la fonction publique,

Pour la ministre et par délégation :

La directrice, adjointe au directeur général de l'administration et de la fonction publique,

C. Soulay